

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM



ERM DANS CERTAINES LOCALITES DE LA ZONE DE SANTE DE MOSANGO

Contexte

Description de la crise

Les localités de Masi-Manimba, Muluma, Mosango et Kasai sont des zones à forte concentration des personnes déplacées en provenance des milieux affectés par la continuité des activités des miliciens Mobondo dans certains villages du secteur de Wamba-Fatundu en territoire de Bagata ainsi que dans le secteur Twa en territoire de Kwamouth. En dépit des opérations militaires menées par les forces congolaises de défense et sécurité (FDS), ces miliciens se montrent toujours actifs, entraînant la dégradation de la situation humanitaire et de protection des populations civiles.

Entre avril et juillet 2025, les activités de miliciens Mobondo ont causé la mort d'une quinzaine de personnes civiles dans le village Mayala, des incendies de centaines de maisons, pillage de plusieurs biens appartenant aux civils, et un nouveau cycle de déplacements de populations civiles. Ces incidents se sont caractérisés par des attaques ciblées ou menaces d'attaques, kidnappings, braquages, extorsions, viols et vols de récoltes des produits agricoles, administration parallèle, mise sur pied des taxes illégales, rendant davantage les populations civiles particulièrement vulnérables, et provoquant des déplacements continus. A cela s'ajoutent la faible présence des organisations humanitaires et la persistance des contraintes d'accès physique, limitant ainsi la documentation des problèmes de protection et des violations des droits de la personne humaine.

La persistance de ces facteurs d'insécurité est à la base d'un nouveau cycle de déplacement de populations civiles vers MOSANGO et ses environs :

<https://www.ehtools.org/alert-view/5887>. Ces nouvelles personnes déplacées viennent s'associer à des vagues de 2024. C'est dans ce cadre qu'ONGDH CANACU en collaboration avec OCHA et autres partenaires humanitaires (ADIC et ASPVK) a mené du 08 au 14 Aout 2025 une mission inter-organisations pour actualiser les données de mouvement de population, évaluer rapidement les données multisectorielles (ERM) dont réellement la population a besoin. Ce rapport d'évaluation servira de plaidoyer pour la mobilisation des ressources supplémentaires dans cette entité administrative. Sur le terrain, cette ERM a connu la participation active des différents chefs de secteur, groupement, quartier, de la cité et autres leaders communautaires.



Source des résultats :	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5887	5887	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/04/2025	01/04/2025	04/04/2025
Date de fin de crise	en cours	En cours	en cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	19108	19108	836
Taille moyenne ménages	6,5	8	12
Source : équipe d'évaluation			
Accès physique	Moto		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	violence physique, coups et blessures, vol, viol, rejet, stigmatisation, etc		
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.	0%	(estimation)	

A MOSANGO il y a couverture en réseaux téléphoniques (vodacom,Airtel) ,Masi-manimba c'est le reseaux (Vodacom,orange,africel et Airtel). A kasai et muluma c'est le reseaux vodacom,Airtel qui est disponible

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Lors des entretiens avec les ménages, groupes de discussions et informateurs clés, les participants ont déclaré que certaines familles ont accueilli jusqu'à trois ménages déplacés ; la majorité de ces ménages déplacés n'ont pas encore été assisté depuis leur arrivée. Ce qui accroît la précarité aux seins des nombreuses familles. Ces ménages déplacés doivent trouver des moyens de substance pour pallier les besoins urgents et croissants de leurs familles trop dépendantes des populations hôtes.

	Âge	Femmes	Hommes
Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)	64+ ans	1%	0%
	18-64 ans	18%	16%
	6-17 ans	20%	23%
	7 mois-5 ans	8%	9%
	0-6 mois	3%	3%
	Total	49%	51%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM)²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	75%
Nutrition	25%
Abris	25%
Articles ménagers essentiels (AME)	25%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	25%
Santé	25%
Education	24%
Nourriture	25%
Moyens de subsistance	25%
Protection	9%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	25%
Communication	1%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés				4777	
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	23%	-	78%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	0%	-	103%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / ICSI)	3%	69%	-	-	6%
Nutrition	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	77%	-	-	-	23%
	MAG enfants < 5 ans	8%	-	92%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	0%	-	100%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	1%	98%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris					99%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	3%	45%	53%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	0%	94%	6%	0%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	26%	-	74%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	26%	74%	0%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans					85%
	Épidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)				Paludisme	
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	30%	-	-	-	70%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	80%	-	-	-	20%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	58%	-	43%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	0%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Épidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

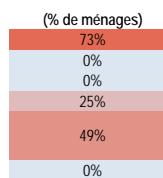
Perspective d'évolution de la crise

Les violences armées liées avec les miliciens Mobondo sont devenues quasi-permanente dans les Zones de santé de Mosango. Ces violences continuent à provoquer des déplacements forcés des populations civiles. Ce déplacement répétitif affecte la situation de protection et le contexte humanitaire en exacerbant les besoins multisectoriels. Au regard de la tendance de ces violences armées, la dégradation de la situation humanitaire par des nouvelles vagues de déplacement des populations civiles reste prévisible dans les Zones de santé de Mosango et ses environs.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²

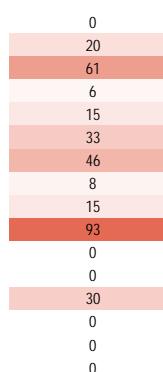
- Cash physique (en espèces)
- Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
- Vouchers / foires
- En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
- En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
- Autre



Types de besoins prioritaires de la population (IC)²

- Pas besoin d'aide humanitaire
- Nourriture
- Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
- Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
- Abris
- AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
- EHA (eau, savon, latrines, etc.)
- Santé
- Education
- Protection (y compris la sécurité)
- Cohésion sociale et consolidation de la paix
- Communication
- Moyens financiers (cash)
- Autre
- Ne sait pas
- Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 109



Informations sur l'enquête

Méthodologie

La collecte de données a été menée en s'appuyant sur la boîte à outils ERM développé par REACH pour les acteurs humanitaires œuvrant en République Démocratique du Congo. Le recours à cette méthodologie standardisée a permis d'assurer une cohérence avec les pratiques reconnues au niveau humanitaire, facilitant ainsi l'analyse et la comparabilité des données avec d'autres évaluations réalisées dans des contextes similaires.

L'échantillon retenu comprend 400 ménages, tirés de manière aléatoire sur une population constituée des ménages déplacés et hôtes dans les différentes contrées de la localité de Masi-manimba, Muluma, Kasai et Mosango. Le calcul de l'échantillon a été fait pour un niveau de confiance de 97 % avec une marge d'erreur de 3%, ce qui confère une fiabilité statistique acceptable aux résultats, dans le cadre d'une évaluation rapide multisectorielle.

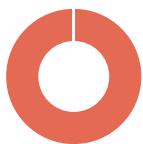
En complément des enquêtes ménages, la méthodologie intègre également des sources qualitatives à savoir les entretiens avec des informateurs clés issus des différents secteurs (santé, éducation, sécurité alimentaire et autres) ainsi que des leaders communautaires. Des discussions en groupes (focus groups) ont été organisées et réparties équitablement entre les populations sinistrées et hôtes, hommes et femmes, filles et garçons, reflétant la diversité des perceptions et des besoins selon les statuts et les genres.

La couverture géographique de la zone a été assurée grâce à une subdivision administrative de Masi-manimba, Muluma, Kasai et Mosango, permettant une représentation spatiale équilibrée des ménages cibles. Les outils de collecte (questionnaires EM et IC) ont été encodés dans KoboCollect et administrés à l'aide de tablettes numériques, garantissant un gain de temps, une meilleure qualité de saisie, et une centralisation efficace des données.

Enfin, des visites dans certaines habitations des personnes déplacées et leurs familles hôtes ont été effectuées, permettant de comparer les informations collectées aux observations de terrain. Les équipes ont ainsi eu l'opportunité de jeter des coups d'œil sur la situation des abris, d'hygiène familiale, des biens non alimentaires et provisions alimentaires.

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
Déplacés	100%	25%	0,75
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	0%	75%	0,41
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

L'évaluation a touché quatre localités de la Zone de santé de Mosango pour un total de 23885 personnes déplacées dont 8321 à Masi, 4830 à Muluma, 6002 à Mosango et 4732 à Kasai. Ces personnes déplacées sont arrivées dans ces localités entre avril et août 2025. La taille moyenne de ménages déplacés est d'environ 8 personnes par ménage. Ces personnes déplacées vivent principalement dans les familles d'accueil. Dans le contexte de continuité des violences armées dans leurs milieux de provenance, ces personnes déplacées n'envisagent pas encore de rentrer dans leurs villages d'origine. Depuis leur arrivée, aucune d'elles n'a reçu une assistance humanitaire en raison notamment de la faible présence des partenaires humanitaires. Le mouvement des populations est toujours observé dans cette entité sanitaire à la suite des activités des miliciens Mobondo.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)	EM	IC	RDS/GDC
Déplacés	4777	4777	4777
Retournés	0	0	
Communauté hôte / autochtones	14331	14331	14331
Réfugiés	0	0	
Rapatriés / expulsés	0	0	
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	19108	19108	19108
Taille moyenne des ménages (EM)	6,5	10,0	10,0
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	100%	33%	33,5%
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	0%	(Réponse IC majoritaire) quelques-uns (moins de la moitié)	oui, quelque-un (moins de la moitié)
Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	2535	-	
		2535	2535

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	23885
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	59736
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	83621

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisée lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	2	100%	0	0	100%
	>125 mm	0	0%	0	0	0%
	MAG	2	100%	0	2	100%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	10	100%	0	0	91%
	>125 mm	0	0%	1	100%	9%
	MAG	10	100%	0	10	91%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	12	100%	0	0	92%
	>125 mm	0	0%	1	100%	8%
	MAG	12	100%	0	12	92%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%	0	0	0%
	185-230 mm	15	100%	0	0	0%
	>230 mm	0	0%	0	0	0%
	MAG	15	100%	0	15	100%

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	n	n	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	48	66	114		
	115-125 mm	81	84	165		
	MAG	129	150	279		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	67	91	158		
	115-125 mm	93	111	203		
	MAG	159	202	361		
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	115	157	0		
	115-125 mm	174	195	368		
	MAG	288	352	640		
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	28				
	185-230 mm	45				
	MAG	73				

Analyse Nutrition

Dans la zone visitée, les ménages enquêtés font face à une mauvaise alimentation liée à l'insécurité alimentaire et la non prise en charge de cas de malnutrition modérée. Cette situation est à la base de cas de malnutrition aigüe sévère est souvent observés chez les déplacés dans les formations sanitaires et ménages enquêtés. La majorité de ménages enquêtés n'a accès qu'à un repas par jour avec des aliments en qualité et quantité insuffisante et moins nutritifs tout en ne mangeant pas à leur faim. Dans les groupes de discussion, les femmes déplacées ont affirmé avoir tout laissé pendant leur déplacement. Elles n'ont pas de possibilité de rentrer dans leurs villages de provenance pour s'approvisionner en nourriture à cause de la persistance des facteurs d'insécurité. Il leur arrive de prioriser leurs enfants pour certains repas. La présence des personnes déplacées et rentrées constitue un facteur aggravant de cette situation.

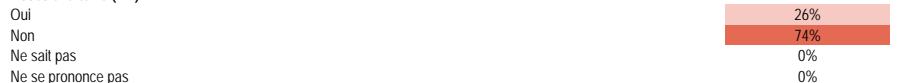
Sécurité alimentaire

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance (EM, IC)²



Accès à la terre (EM)



Proportion de cultures endommagées (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)



■ Oui

■ Non

88%	-
13%	-
0%	-
0%	-

Raison de non'accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)

Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-
Autre	0%	-

Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)

Oui

Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)



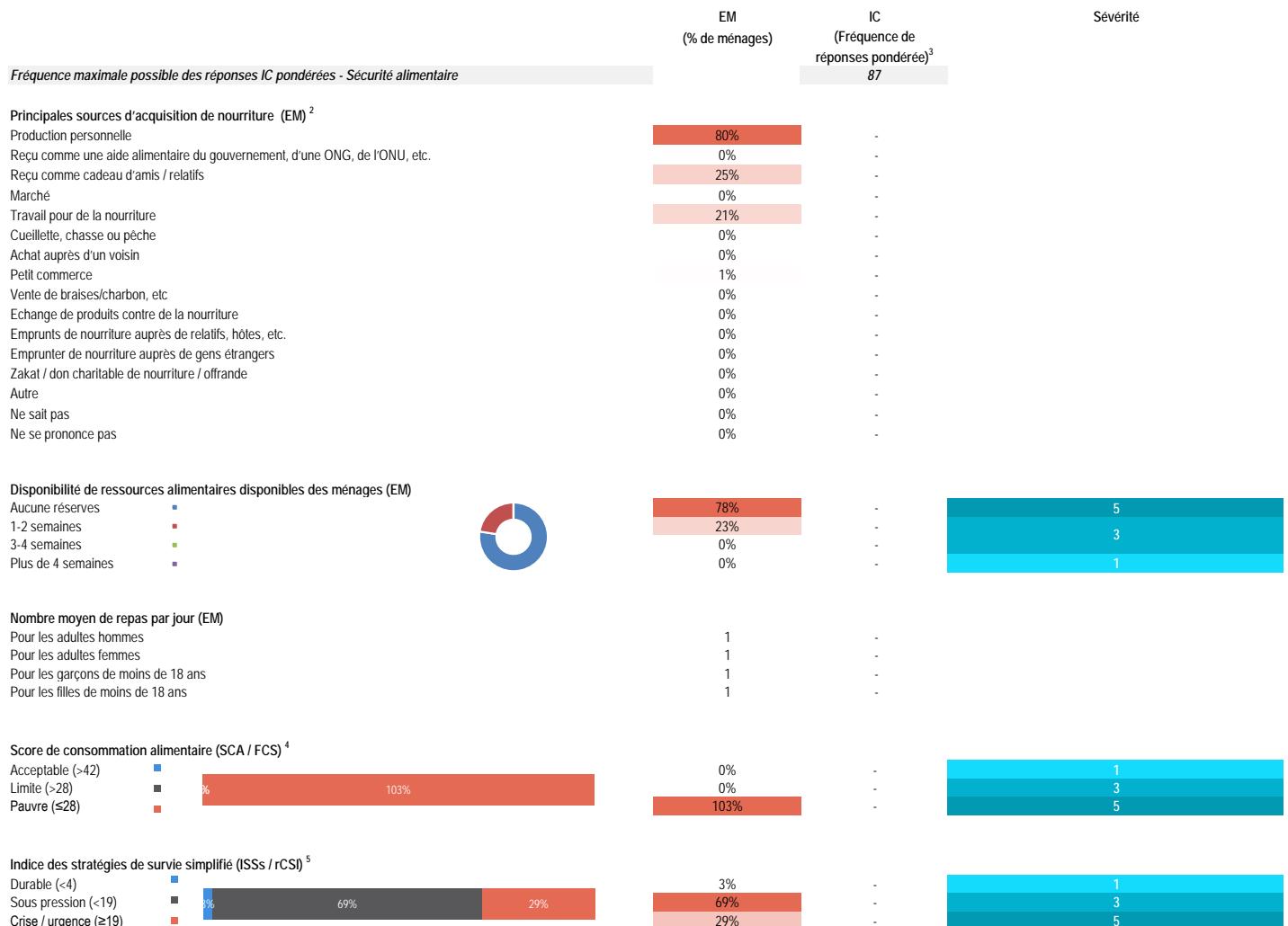
■ Oui

■ Non

31%	33
69%	54
0%	0
0%	0

Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)

Presque pas de faim	-	0
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	30
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	57
Ne sait pas	-	0



Analyse Sécurité alimentaire

Depuis le commencement de la crise les habitants des territoires de kwamouth et seul de kwilu vivaient de l'agriculture et du petit commerce (braises, chikwangues, etc.). Le manioc, les maïs et quelques légumes (dont les feuilles de manioc, etc.) étaient l'aliment de base. Les violences armées en cours ont détruit tous ces outils de production agricole. Lors de la mission, les ménages enquêtés ont déclaré avoir des difficultés à accéder à ces aliments en quantité et qualité. La culture de ces aliments de base se fait sur des petits espaces de terre aux alentours des maisons d'habitations à cause de l'insécurité persistante aux champs se trouvant éloignés. Les ménages déplacés effectuent des travaux journaliers dans les familles d'accueils et dans des familles hôtes pour accéder aux moyens de subsistance qui ne leur permettent pas de subvenir convenablement aux besoins de leurs familles. A la suite de ces violences armées, la zone évaluée fait face à la rareté de produits agricoles, et l'augmentation abusive de prix des produits de première nécessité, au vu et au su des autorités sans la réglementation, manque d'intrants agricoles et outils aratoires pour la production.

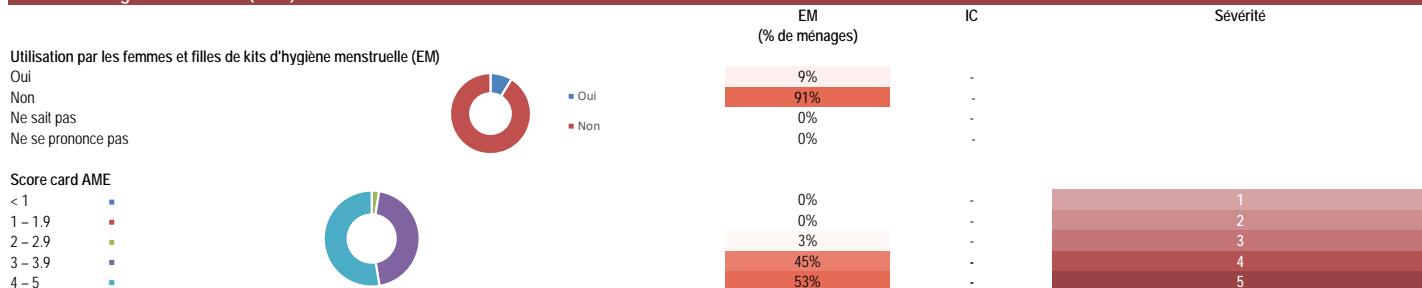
Abris



Analyse Abris

Les personnes déplacées vivent dans des abris mis à leur disposition par des familles d'accueil. Certaines personnes retournées et rapatriées sont également en familles d'accueil en attendant la construction de leurs habitations. Ces personnes déplacées et retournées vivent dans de très mauvaises conditions. Ces abris sont construits en bois délabrés d'une grandeur ne dépassant pas 3 mètres sur 4 subdivisés en 1 ou 2 pièces de 2x2 m², où habitent un à deux ménages déplacés de 6 à 8 personnes chacun. Les ménages déplacés et familles d'accueil sont obligés de partager ensemble les mêmes abris, alors que leurs capacités d'accueil restent très réduites, occasionnant ainsi la promiscuité dans les familles d'accueil avec comme conséquences la propagation facile des maladies transmissibles dans les ménages, mais aussi l'augmentation des risques des violences sexuelles, plus particulièrement contre les jeunes filles et les femmes. Selon les informations partagées par certains leaders locaux, dans certaines familles d'accueil, les enfants des familles déplacées et les enfants des familles d'accueil se disputent souvent, mais les parents des enfants déplacés sont souvent incapables de défendre leurs enfants par crainte d'être chassés par les familles d'accueil. Une assistance en abris est recommandée dans la zone.

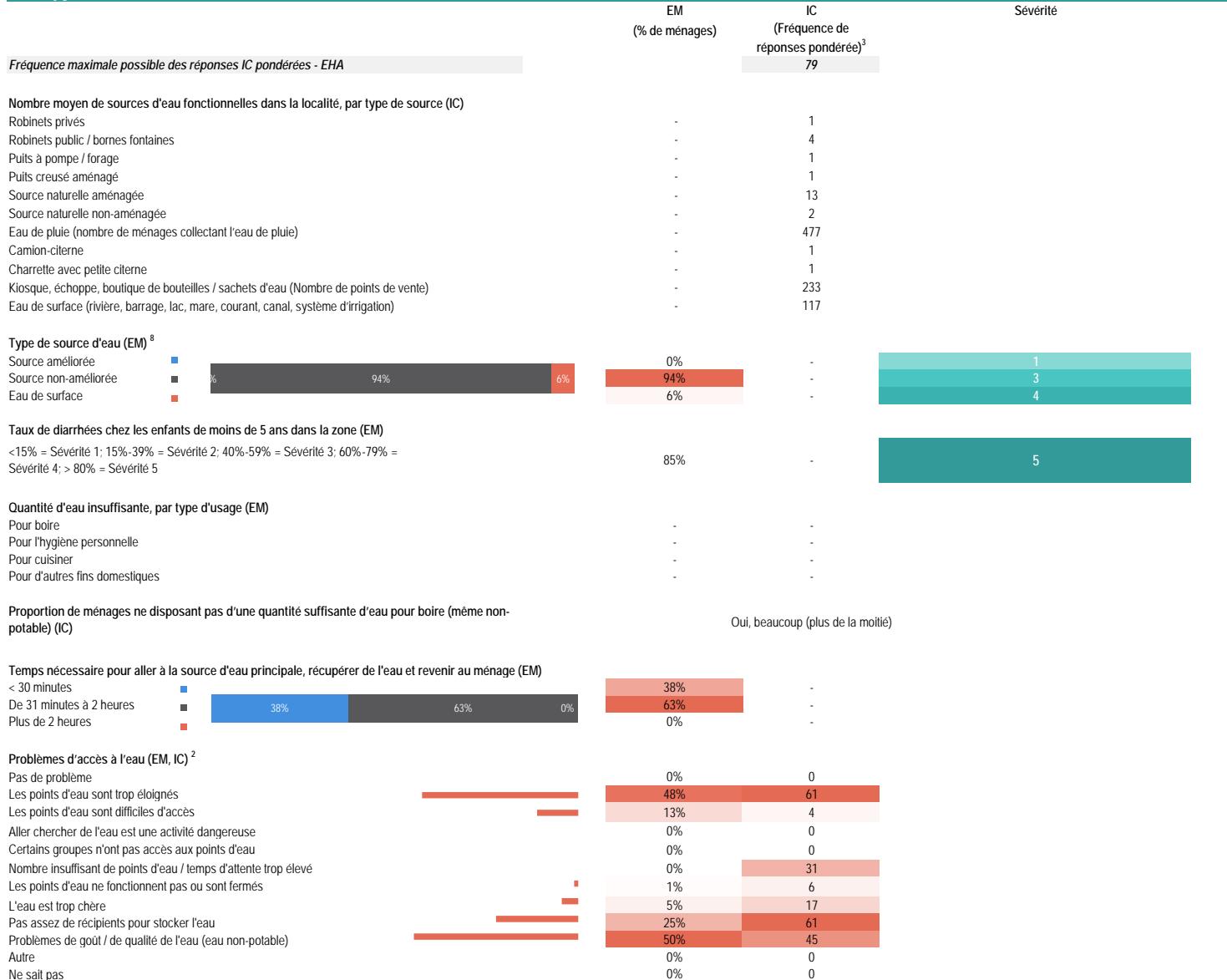
Articles Ménagers Essentiels (AME)

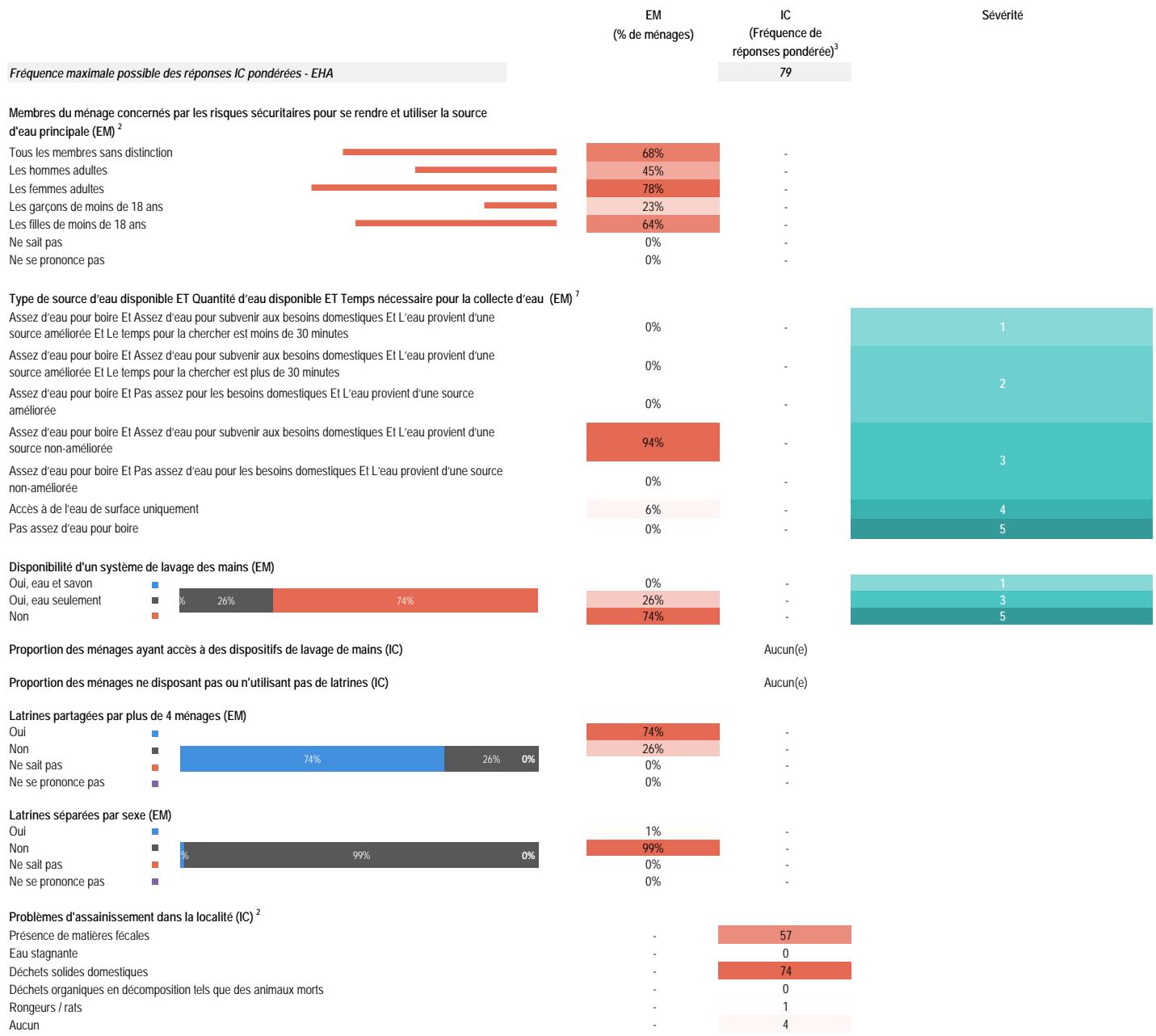


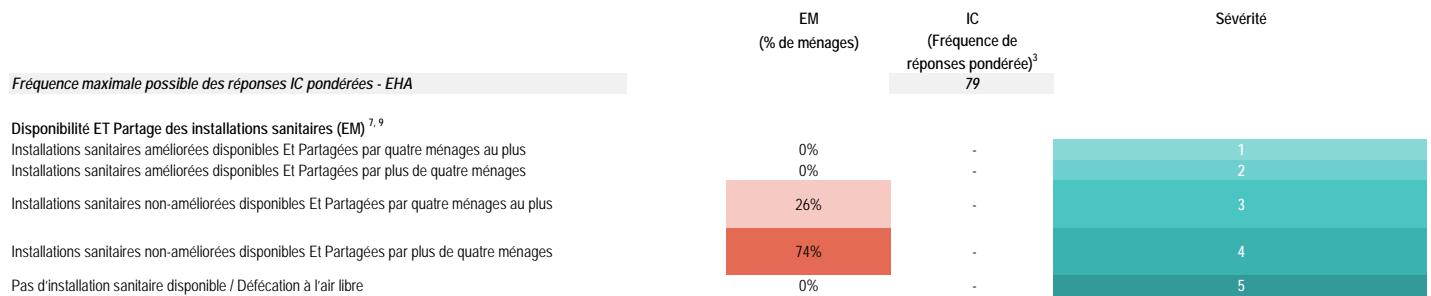
Analyse AME

Lors de cette évaluation, des visites ont été organisées dans les logements de quelques ménages déplacés, retournées et familles d'accueil. Ces visites ont indiqué que plusieurs ménages ne possèdent pas des articles ménagers essentiels (AME) en quantité suffisante. Seuls quelques familles d'accueil ont la capacité suffisante en AME. Les familles déplacées, retournées n'ont pas ces capacités. Pour les deux catégories de ménages précités, en fuyant les atrocités, ils avaient abandonné tous leurs biens dans leurs maisons. Ces biens ont été soit incendiés, soit pillés par les acteurs armés. Ainsi, les familles d'accueil partagent le peu d'articles ménagers essentiels qu'elles disposent avec les ménages déplacés, et retournés qu'elles ont accueillis. Au moment de la mission, ces articles n'arrivent plus à satisfaire les besoins des familles déplacées et retournées.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)







Analyse EHA

Dans les villages visités, l'accès à l'eau potable aux personnes déplacées reste un sujet de préoccupation. Les sources existantes sont non aménagées et éloignées des milieux d'habitations. Les quantités et la qualité d'eau sont insignifiantes en raison notamment de manque de récipients de puisage et stockage de l'eau dans les ménages déplacés et familles d'accueil. Par crainte de cas de viol, certaines femmes déplacées ont déclaré qu'elles utilisent les eaux des pluies.

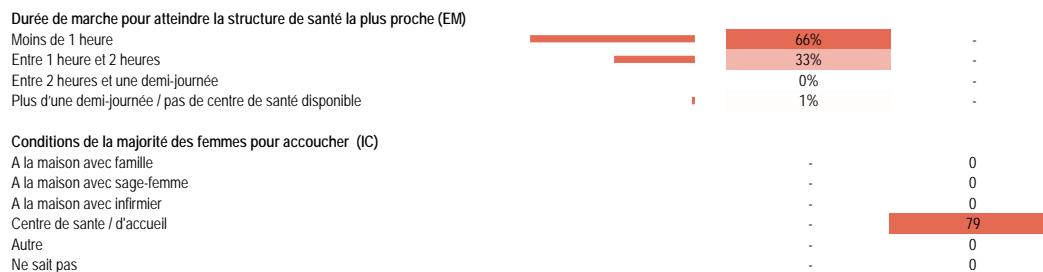
Lors des entretiens, plusieurs ménages enquêtés ont déclaré posséder des latrines non hygiéniques. D'autres qui habitent le long de la rivière et ruisseaux n'en ont pas, soulevant des questions sur de défécations à l'air libre. Selon les dirigeants locaux, les mentalités de la population qui ne veut pas construire des latrines, explique le nombre insuffisant des latrines dans certains villages. Cette absence permanente concerne également les poubelles, fosses à ordures, dispositifs de lavage des mains, l'usage de savons, des produits de potabilisation d'eau dans les ménages des déplacés ainsi que des kits d'hygiène intimes (KHI) pour les femmes et les filles en âge de procréation. La population ne maîtrise pas non plus les moments clés de lavage des mains.

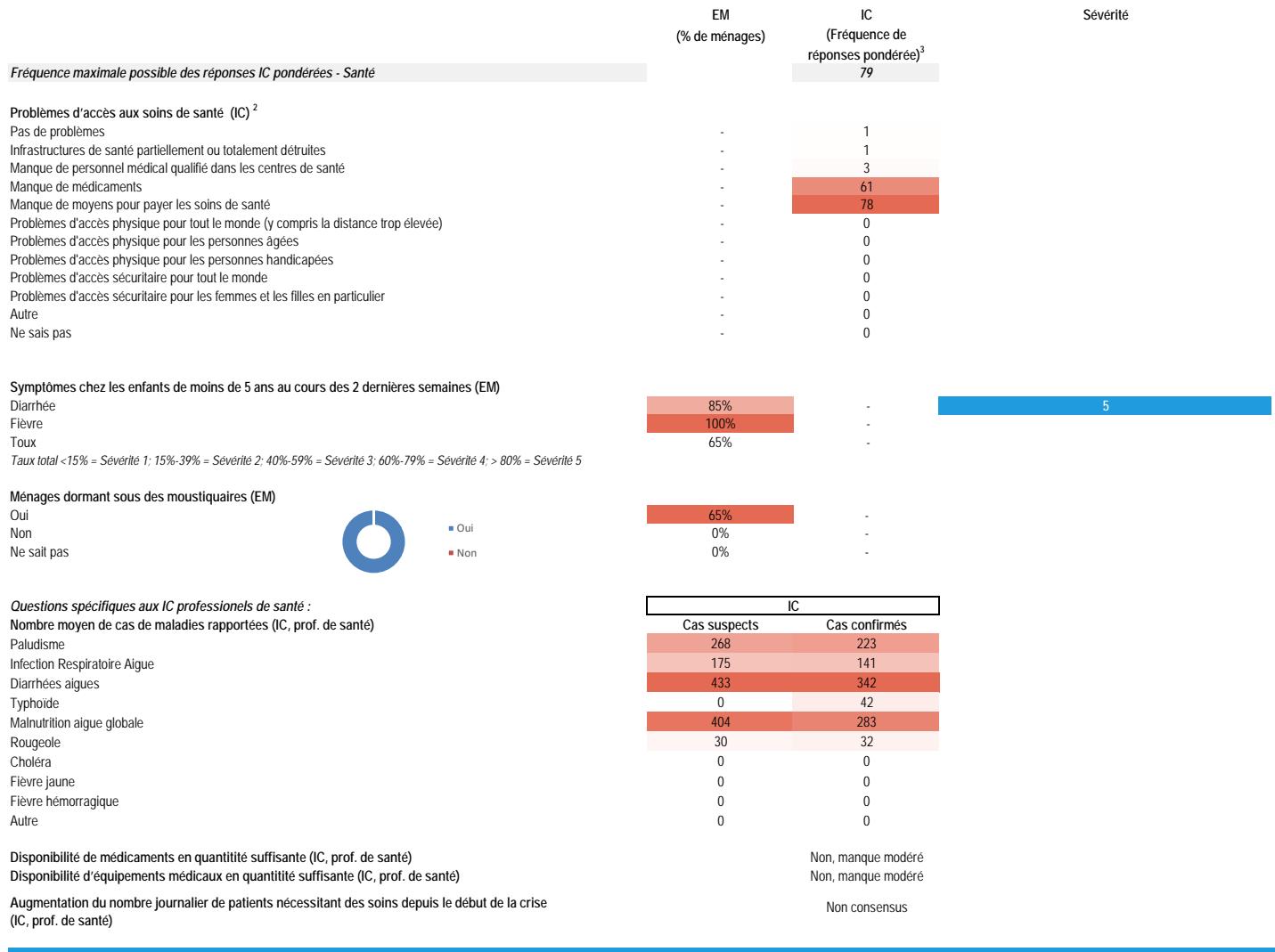
Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé



Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)





Analyse Santé

Les autres personnes déplacées, éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux soins de santé de qualité. La persistance de mouvement de population en termes des arrivées provoque des nouveaux besoins en soin, et alourdir la vulnérabilité médicale des autres malades des communautés déplacées et hôtes. La destruction de certains centres de santé, le manque des médicaments et kits des matériels ne permettent pas aux malades et aux femmes enceintes d'accéder aux soins de qualité jusqu'à l'accouchement par manque de kits de dignité et d'accouchement individuel, pas des services de santé sexuelle et reproductive dans les différents centres de santé dans la ZS de Mosango.

Protection

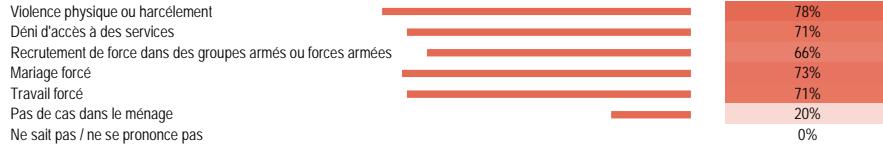
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	70%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	2,8	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	20%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	9	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

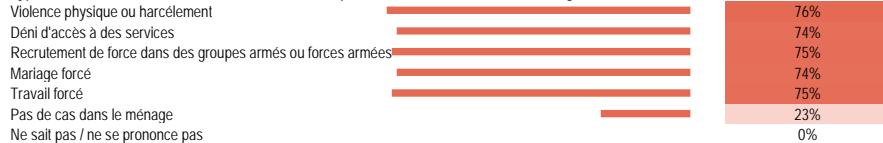
Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	5	0	0	0
Meurtre	55	6	55	2
Méllations / coups et blessures	66	25	64	60
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	71	1	75
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	3	4	66
Violences conjugales	5	66	0	0
Séparation des familles	5	44	1	2
Pillage / vol / cambriolage	0	0	2	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	4	0	13	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	1	10
Recrutements / enrôlements forcés	31	3	57	2
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	42	8	22	16
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

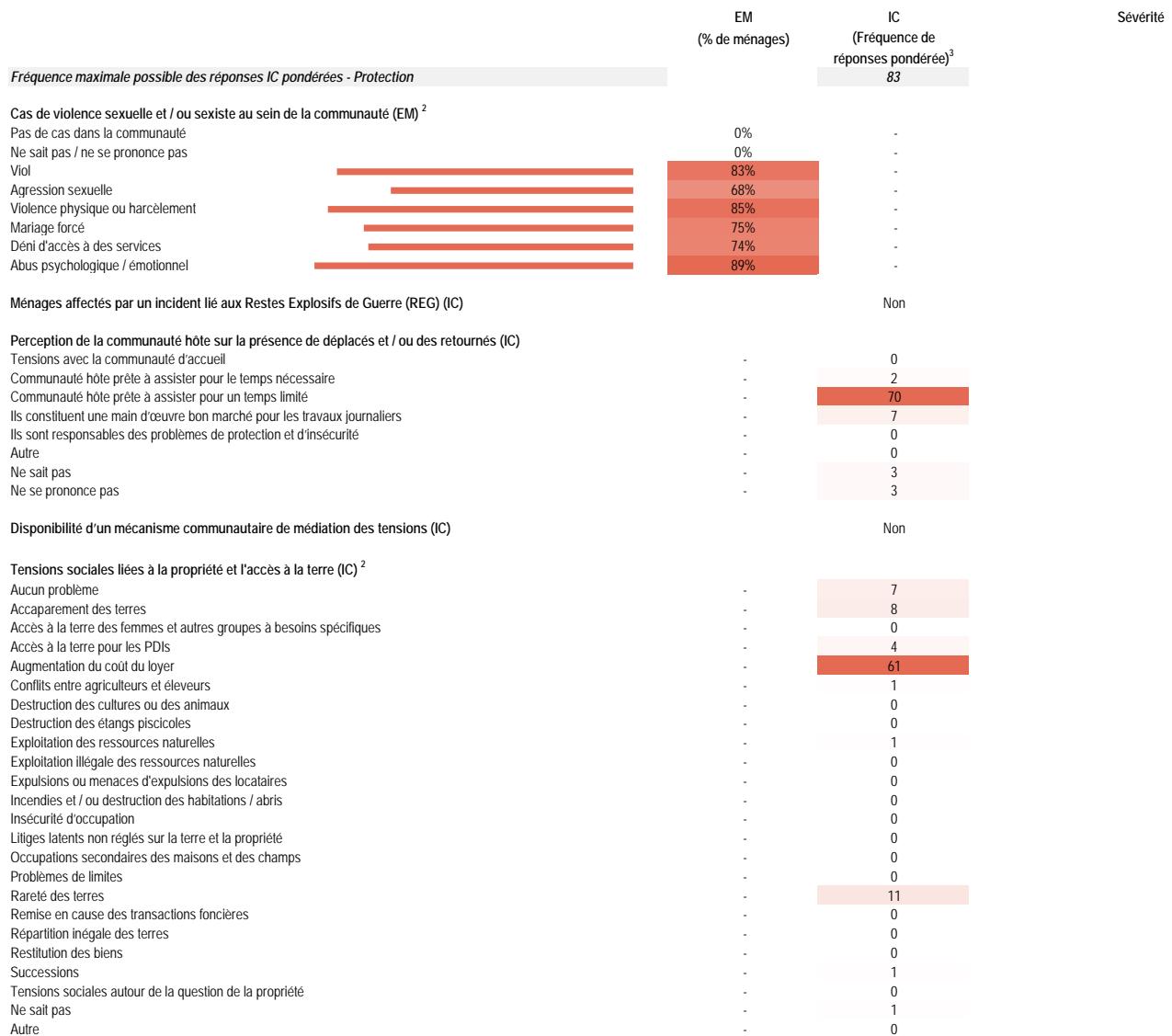


Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²



Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

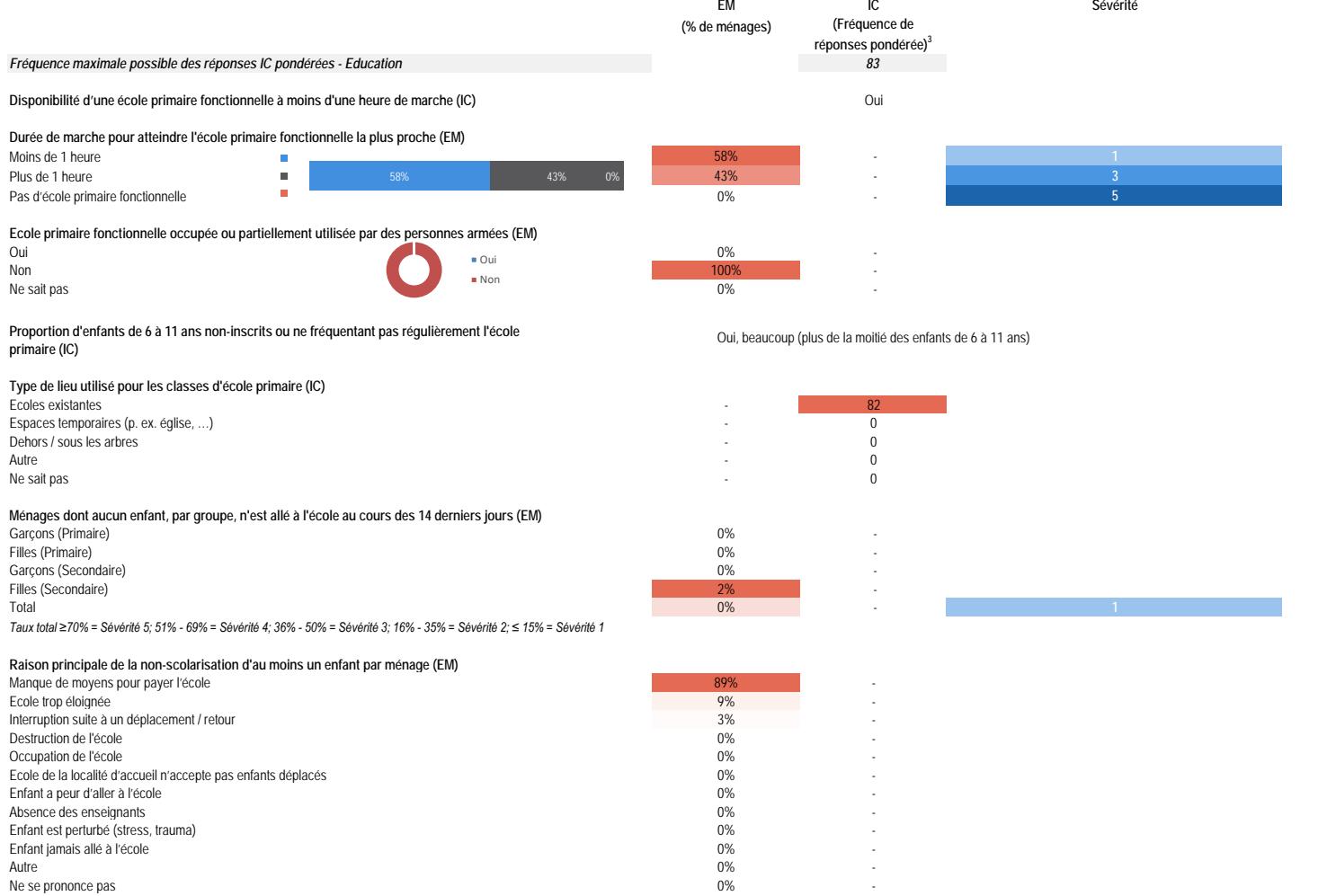


Analyse Protection

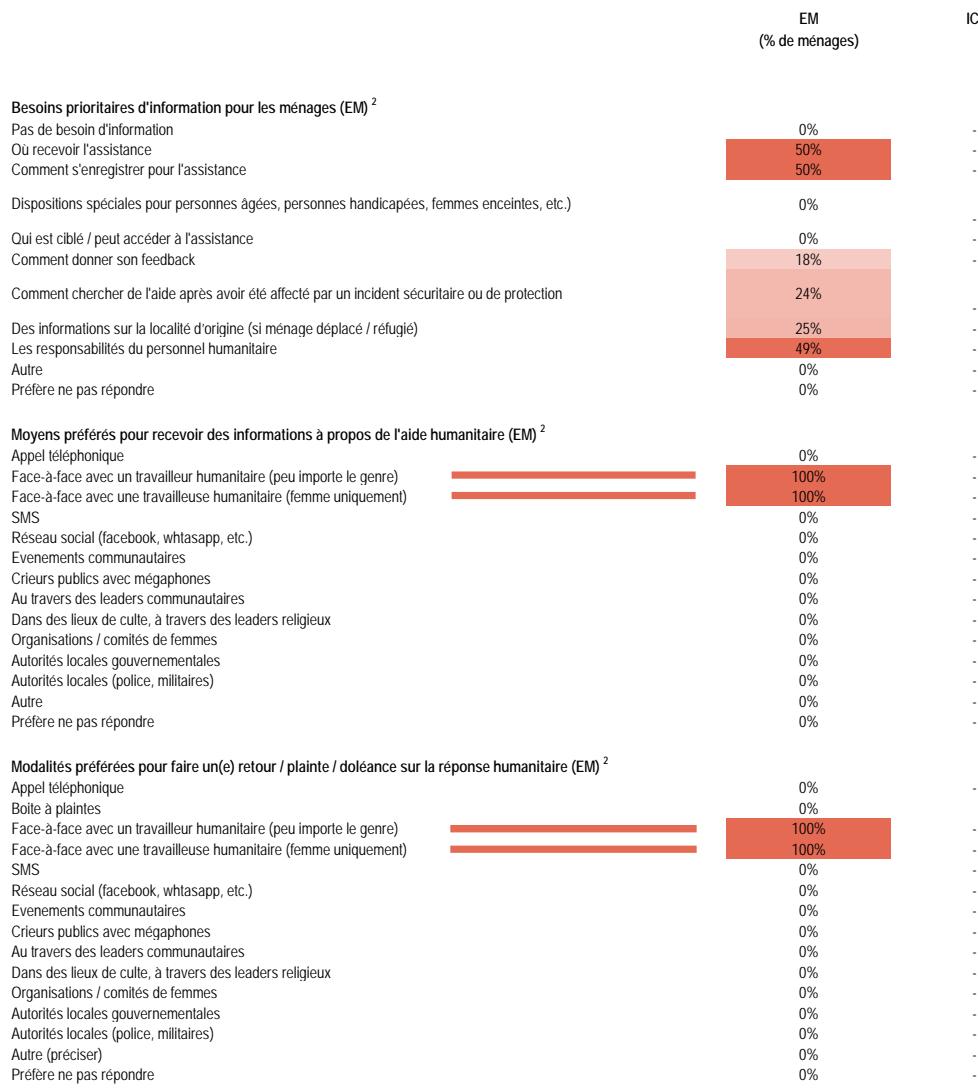
Dans les localités visitées, la protection des personnes déplacées ne pose pas des problèmes du fait de la présence remarquable des forces congolaises de défense et sécurité. Malgré cette assurance fournie par les dirigeants locaux, la zone évaluée continue à enregistrer des incidents de protection à la suite des arrivées des personnes déplacées durant la période d'avril 2025 jusqu'à nos jours. Ces incidents sont liés aux mésententes entre les ménages déplacés locataires et leurs bailleurs pour non-paiement de loyers, des difficultés d'accès à la terre (champs), de viols

Dans les ménages déplacés, des cas de mariage précoce ont été notés. Les dirigeants coutumiers se sont plaints de la présence en nombre des enfants non accompagnés et des enfants séparés. Des cas de viol sur mineurs ont été documentés parmi les ménages séparés. Ces victimes disent n'avoir pas bénéficié d'une prise en charge médicale faute d'information suffisante sur la disponibilité ou non des kits post-viol au niveau des formations sanitaires. La protection de l'enfant en situation d'urgence, la dotation en kits de dignité à toutes les femmes et jeunes filles présentes dans la zone évaluée.

Éducation







Analyse AAP

Les ménages enquêtés affirment n'avoir pas reçu d'aide humanitaire depuis le début de la crise. Les besoins prioritaires exprimés sont : Abris, AME, Sécurité Alimentaire, WASH, Education, Santé, Nutrition, et Protection. Les ménages enquêtés préfèrent le cash. Concernant les besoins d'informations, les populations veulent avoir les informations sur le VBG et PSEA ainsi que le mécanisme de gestion de plainte.

Conclusions générales et commentaires

A la lumière des résultats de cette ERM, il est crucial de renforcer la présence opérationnelle dans les localités visitées afin de soulager la souffrance des populations civiles en lien avec la persistance des activités des miliciens Mobondo. A moyen et long terme, il est impératif que toutes les parties en conflit se conviennent de trouver des résolutions durables pour promouvoir la réconciliation entre les communautés TEKE et YAKA avec les activités durables de cohabitation pacifique enfin que les populations déplacées trouvent le moyen de retourner dans leurs localités.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'en-tête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présenté sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondérée par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en-tête de chaque secteur à travers le rapport : Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCAfCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifiée (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - < 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)